

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 761^e

SEANCE
(SEANCE DE CLOTURE)
Mardi 12 février 1957,
à 10 h. 45

New-York

SOMMAIRE

Point 12 de l'ordre du jour :

Rapport du Conseil économique et social (chap. VI et VII) [fin]	
Projet de résolution relatif à la coopération internationale dans les domaines de la culture et de la science (fin)	423
Achèvement des travaux de la Commission.....	425

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. VI et VII) [A/3154, A/C.3/L.598/Rev.1, A/C.3/L.600] (fin)

PROJET DE RESOLUTION RELATIF A LA COOPERATION INTERNATIONALE DANS LES DOMAINES DE LA CULTURE ET DE LA SCIENCE (A/C.3/L.598/Rev.1) [fin]

1. Répondant à une observation faite par la délégation de la RSS d'Ukraine à la 759^{ème} séance, M. CURRIE (Canada) souligne que son gouvernement encourage les échanges organisés à des fins véritablement culturelles. Cependant, l'invitation adressée à des écrivains de la République socialiste soviétique d'Ukraine émanait d'un groupe restreint, à tendances communistes, dont les vues ne représentent ni l'opinion de l'ensemble du pays ni celle des Canadiens d'origine ukrainienne. Les raisons de cette invitation étaient politiques plutôt que culturelles. En encourageant des visites qui auraient pour effet de heurter les sentiments profonds d'un grand nombre de Canadiens, on ne servirait nullement la cause de la coopération internationale.

2. M. TSURUOKA (Japon) appuiera le projet de résolution de la Tchécoslovaquie (A/C.3/L.598/Rev.1). Il estime en effet que les valeurs culturelles représentent un patrimoine commun à toute l'humanité et qu'aucun pays n'a le droit de les monopoliser; elles doivent donc faire l'objet d'échanges internationaux. Elles ont d'autre part un caractère objectif et les pays qui leur attribuent l'importance qu'elles méritent ne profiteront pas des échanges culturels pour se livrer à une propagande qui compromettrait le prestige même de ces valeurs.

3. Contrairement à l'opinion exprimée par le représentant de la Grèce, la délégation japonaise ne pense pas qu'une distinction entre les valeurs culturelles de l'Orient et de l'Occident soit artificielle ou puisse prêter à équivoque. Elle ne voit donc pas d'objection au maintien du troisième considérant du projet de résolution.

4. M. ETEZADY (Iran) déclare que son gouvernement s'intéresse vivement à toutes les formes de développement communautaire et ne ménage aucun effort

pour élever le niveau de vie de la population iranienne. Plusieurs mesures d'ordre pratique ont déjà été prises dans ce domaine. Un grand nombre de terres ont été distribuées. On a également mis au point un plan de crédit agricole de sept ans en vertu duquel des prêts à long terme et à faible intérêt sont consentis aux personnes qui se proposent de participer d'une manière ou d'une autre au développement communautaire. D'autre part, les collectivités bénéficient d'avis d'experts qui les guident utilement dans leurs travaux. Le gouvernement et les entreprises privées procèdent constamment à des échanges de vues fructueux qui permettent d'élargir le champ d'action des programmes. On a créé à 35 milles de la capitale le village expérimental de Mamzan et on envisage d'en créer d'autres avec l'aide d'entreprises privées. Le gouvernement, qui s'efforce d'éveiller l'intérêt de la population pour l'aménagement des collectivités et de la rendre consciente de la part qu'elle peut prendre à l'amélioration de ses conditions d'existence, a élaboré de vastes projets de développement communautaire; il encourage l'exécution des programmes d'assistance technique ainsi que l'action des entreprises privées dans ce domaine.

5. La délégation iranienne a voté pour le projet de résolution des sept puissances (A/C.3/L.599/Rev.1), mais elle n'a pu appuyer l'amendement syrien (A/C.3/L.603) à l'alinéa e du paragraphe 4, car ses termes auraient laissé entendre que l'Organisation des Nations Unies cherchait à imposer l'idée du développement communautaire à certains Etats.

6. M. Etezady appuie sans réserve le projet de résolution de la Tchécoslovaquie (A/C.3/L.598/Rev.1).

7. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) votera pour le projet révisé de la Tchécoslovaquie, qui contribuera à resserrer les liens culturels et scientifiques entre les Etats.

8. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie) remercie les délégations qui se sont prononcées en faveur du projet de résolution tchécoslovaque (A/C.3/L.598/Rev.1). Il lui a été facile d'accepter les amendements proposés parce qu'ils ne modifiaient en rien l'idée qui est à la base de son projet.

9. M. KRISPIS (Grèce) demande un vote séparé sur le troisième considérant.

10. Le PRESIDENT met aux voix le troisième considérant du projet de résolution (A/C.3/L.598/Rev.1) présenté par la Tchécoslovaquie.

Par 52 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le troisième considérant est adopté.

11. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution révisé (A/C.3/L.598/Rev.1).

Par 54 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble du projet de résolution est adopté.

12. M. KRISPIS (Grèce) s'est abstenu lors du vote sur le troisième considérant parce qu'il n'existe pas de critère généralement accepté qui permette de distinguer

les valeurs culturelles de l'Orient de celles de l'Occident; en faisant allusion à une différence entre les unes et les autres, on risque de créer des difficultés pour la mise en œuvre du projet de résolution.

13. M. PONCE (Equateur) s'associe aux remarques du représentant de la Grèce et ajoute que, sans le troisième considérant, le texte du projet de résolution correspondrait mieux à la compétence de l'Assemblée générale; en effet, ce considérant vise plutôt les activités de l'Organisation des Nations Unies pour la science et la culture. M. Ponce a voté pour l'ensemble du projet, qu'il juge satisfaisant.

14. Mme AFNAN (Irak) a voté pour le projet de résolution tchécoslovaque, qui répond au désir des peuples du monde entier de coopérer plus étroitement. Elle n'insistera pas pour que la Commission étudie la suggestion faite par sa délégation à la séance précédente.

15. M. BRENA (Uruguay) Mme GERLEIN DE FONNEGRA (Colombie), M. AGOLLI (Albanie), M. BAHADUR (Népal) et M. TALAAT (Egypte), absents lors du vote, demandent que leurs délégations soient considérées comme ayant voté en faveur du projet tchécoslovaque.

16. Mme BILAI (République socialiste soviétique d'Ukraine) désirerait que la délégation ukrainienne soit comptée parmi celles qui ont voté pour le texte tchécoslovaque. Elle estime, contrairement à l'opinion de la délégation canadienne, que la visite d'un groupe ukrainien au Canada à l'occasion du centenaire d'Ivan Franko aurait eu un caractère purement culturel.

17. M. MUFTI (Syrie) demande que la délégation syrienne soit considérée comme ayant voté pour le projet de résolution tchécoslovaque. Il souhaite que les bienfaits de la coopération culturelle internationale s'étendent également au domaine de la production cinématographique et que l'on parvienne à mettre un terme aux campagnes calomnieuses dont certaines cultures et certains modes de vie sont la cible. Il serait possible d'arriver à un tel résultat sans mettre en péril la liberté d'expression dans le domaine artistique. On ne devrait ménager aucun effort à cette fin.

18. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond aux observations formulées à la 758ème séance par les délégations du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique. Il tient à préciser qu'il n'a accusé personne et s'en est tenu aux faits. Il espère que le ralentissement actuel des échanges culturels entre le Royaume-Uni et l'Union soviétique n'est que temporaire. Cependant, contrairement à l'assertion du représentant du Royaume-Uni, il considère que l'arrêt des relations en question est imputable non pas aux événements de Hongrie, mais au fait que le Royaume-Uni se préparait à l'époque à entreprendre une action dans d'autres régions du monde.

19. En ce qui concerne la remarque du représentant des Etats-Unis, M. Arkadev ne pense pas que l'attitude adoptée par sa délégation en la matière ait été négative. La délégation de l'Union soviétique a, au contraire, fait preuve d'un esprit particulièrement constructif en insistant sur la nécessité de supprimer les obstacles qui entravent les échanges culturels entre les pays.

20. M. SCOTT FOX (Royaume-Uni), répondant au représentant de l'URSS, cite des passages d'une lettre (parue dans le *Times* du 22 janvier 1957) envoyée par le président du Soviet Relations Committee du British Council en réponse à la lettre mentionnée par le représentant de l'URSS dans une intervention précédente.

La lettre en question indique clairement pour quelles raisons l'action de l'Union soviétique en Hongrie a nui aux échanges culturels entre le Royaume-Uni et l'URSS. Des échanges véritables ne sont possibles, du côté britannique, que si l'opinion fait preuve d'une certaine bonne volonté à l'égard de l'Union soviétique. Or, à la suite des événements de Hongrie, qui ont vivement ému le peuple britannique, cette bonne volonté fait momentanément défaut. Du reste, il n'est que juste de rappeler — la lettre publiée par le *Times* l'indique suffisamment — que certains obstacles ont été rencontrés dans ce domaine qui ont toujours été élevés du côté soviétique, en ce qui concerne les échanges touristiques par exemple.

21. Le représentant du Royaume-Uni estime dépourvues de tout fondement les allégations selon lesquelles les échanges culturels entre les deux pays auraient été interrompus parce que le Royaume-Uni se préparait à entreprendre une action dans une certaine région du monde.

22. M. GREENBAUM (Etats-Unis d'Amérique) souhaite que la déclaration du représentant de l'URSS traduise un changement d'attitude de la part du Gouvernement soviétique. L'échange des idées, des informations et des hommes contribue, en effet, à réduire la tension internationale et doit être favorisé au maximum. De ce point de vue, le projet de résolution que la Troisième Commission vient d'adopter, sur la proposition de la Tchécoslovaquie, présente un caractère constructif et la délégation des Etats-Unis a été heureuse de voter en sa faveur.

23. M. BAROODY (Arabie Saoudite) demande qu'un compte rendu très complet des débats relatifs à la question du droit, pour l'Afghanistan, de produire de l'opium en vue de l'exportation figure dans le rapport de la Troisième Commission sur le point 12 de l'ordre du jour, et souhaiterait que ce compte rendu soit transmis au Conseil économique et social et à la Commission des stupéfiants.

24. M. PAZHWAQ (Afghanistan) remercie les délégations qui ont manifesté leur sympathie à l'égard de l'Afghanistan et se sont déclarées favorables à sa requête. Il exprime l'espoir que le Conseil économique et social et la Commission des stupéfiants examineront au fond la demande afghane. Si aucune décision satisfaisante n'était prise, la délégation de l'Afghanistan se réserverait le droit de revenir ultérieurement sur la question.

25. M. CURRIE (Canada) considère que, si le rapport de la Troisième Commission fait état des observations favorables à la requête de l'Afghanistan, il doit également mentionner les opinions contraires. La délégation canadienne se voit donc obligée de préciser ses vues quant au fond de la question. Elle estime qu'en inscrivant l'Afghanistan sur la liste des pays autorisés à produire de l'opium en vue de l'exportation, on rendrait plus difficile le contrôle international de l'opium, alors que la production mondiale et les stocks de cette drogue dépassent déjà les besoins légitimes de la science et de la médecine.

26. Pour M. PAZHWAQ (Afghanistan), il va de soi que toutes les observations faites à propos de la requête afghane figureront dans le rapport, qu'elles soient ou non favorables à l'Afghanistan; il souhaiterait que soit précisé dans le rapport, pour chaque observation, le nom de la délégation qui l'a formulée.

27. Mme QUAN (Guatemala), rapporteur, indique que le rapport fera état de toutes les remarques ayant trait à la requête de l'Afghanistan.

Achèvement des travaux de la Commission

28. M. PAZHWAQ (Afghanistan), auquel s'associent M. BEAUFORT (Pays-Bas), M. GREENBAUM et Mme LORD (Etats-Unis d'Amérique), Mlle BERNARDINO (République Dominicaine), qui parle aussi au nom des délégations de la Colombie, du Costa-Rica et de Cuba, Mlle RADIC (Yougoslavie), M. BRILLANTES (Philippines), M. BRATANOV (Bulgarie), M. LIMA (Salvador), Mme MARZUKI (Indonésie), M. MACCHIA (Italie), M. BAROODY (Arabie Saoudite), Mme LEIVO-LARSSON (Finlande), qui parle aussi au nom des délégations de l'Islande, du Danemark, de la Suède et de la Norvège, M. MUFTI (Syrie), M. YAGI (Soudan), M. MAHMUD (Ceylan), qui parle au nom des pays du Commonwealth, M. CHAUDHURI (Pakistan), M. TSURUOKA (Japon), Mme SHOHAM-SHARON (Israël), M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. ETEZADY (Iran), M. MEZINCESCU (Roumanie), Mme GARDINER (Libéria), Mme KOWALIKOWA (Pologne), M. BRENA (Uruguay), qui parle aussi au nom des délégations de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de l'Equateur, du Honduras, du Mexique, du Pérou et du Venezuela, M. KALIAN (Yémen), Mme NOVIKOVA (République socialiste soviétique de Biélorussie), M. SAGAZ (Espagne), M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie), M. AMATYAKUL (Thaïlande), Mme BILAI (République socialiste soviétique d'Ukraine), M. TALAAT (Egypte), M. ASIROGLU (Turquie), M. BAHADUR (Népal), M. HAUCK (France), M. MARTINS DE CARVALHO (Portugal), Mme AFNAN (Irak) et M. AGOLLI (Albanie), rend hommage aux qualités exceptionnelles dont le Président, le Vice-Président et le Rapporteur ont fait preuve au cours des débats et remercie de leur collaboration les fonctionnaires du Secrétariat.

29. Mme QUAN (Guatemala), rapporteur, s'associe à l'hommage rendu au Président et au Vice-Président,

dont l'habileté et le tact ont contribué à assurer le succès des travaux de la Troisième Commission. Elle tient également à féliciter tous les fonctionnaires du Secrétariat de leur compétence et de leur dévouement et se déclare très sensible aux paroles flatteuses que les membres de la Commission ont bien voulu lui adresser.

30. Le Président s'associe lui aussi aux éloges décernés au Vice-Président et au Rapporteur, qui ont tant contribué à la bonne marche des travaux, ainsi qu'aux remerciements adressés à tous les fonctionnaires du Secrétariat, dont le concours a été particulièrement précieux. Il sait gré aux membres de la Troisième Commission des paroles flatteuses qu'ils lui ont adressées et les remercie d'avoir tout fait pour lui faciliter sa tâche de Président.

31. Il se plaît à constater que la Troisième Commission a apporté à ses travaux, que tout le monde s'accorde à considérer comme très délicats, beaucoup d'assiduité et d'enthousiasme. L'élaboration ou la mise au point de certains articles des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme n'a pas été facile pour une commission qui compte 80 membres. L'élaboration de textes, dans des organes composés d'un très grand nombre de membres, pose d'ailleurs un problème qui mérite réflexion et pourrait amener à envisager certains aménagements des méthodes de travail de l'Assemblée générale et de ses commissions. La Commission a dû procéder avec beaucoup de prudence lors de l'examen des projets de pactes, car ces instruments mettent en jeu des questions de progrès social qui ne préoccupent que depuis peu bien des régions du monde. Même s'il faut éventuellement remanier encore certains des articles mis au point, la Commission n'en a pas moins fait œuvre très utile. Le jour où les pactes entreront en vigueur, l'Organisation des Nations Unies et plus particulièrement la Troisième Commission pourront se féliciter d'avoir accompli une œuvre de première grandeur, qui fera date dans l'histoire du progrès social, humanitaire et culturel du monde.

La séance est levée à 13 h. 30.

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE

R. Eisenschmidt, Kaiserstrasse 49, Frankfurt/Main.
Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.
Alexander Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.
W. E. Saarbach, Gereonstrasse 25-29, Köln (22c).

ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A., Alsina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

H. A. Goddard, 255a George St., Sydney; 90 Queen St., Melbourne.
Melbourne University Press, Carlton N.3, Victoria.

AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, Wien, 1.
B. Wüllerstorff, Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.

BOLIVIE

Librería Selecciones, Casilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rio de Janeiro, Sao Paulo and Belo Horizonte.

CAMBODGE

Papeterie-Librairie Nouvelle, Albert Portail, 14 Avenue Bouilloche, Pnom-Penh.

CANADA

Ryerson Press, 299 Queen St. West, Toronto.

CEYLAN

Lake House Bookshop, The Associated Newspapers of Ceylon, Ltd., P. O. Box 244, Colombo.

CHILI

Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.
Librería Ivens, Casilla 205, Santiago.

CHINE

The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
The Commercial Press Ltd., 211 Honan Rd., Shanghai.

COLOMBIE

Librería América, Medellín.
Librería Buchholz Galería, Bogotá.
Librería Nacional Ltda., Barranquilla.

COSTA-RICA

Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

DANEMARK

Einar Munksgaard, Ltd., Norregade 6, København, K.

EGYPTE

Librairie "La Renaissance d'Egypte", 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.

EQUATEUR

Librería Científica, Guayaquil and Quito.

ESPAGNE

Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.
Librería Mundi-Prensa, Lagasca 38, Madrid.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pédone, 13, rue Soufflot, Paris V.

GRECE

Kauffmann Bookshop, 28 Stadion Street, Athènes.

GUATEMALA

Sociedad Económica Financiera, Edificio Briz. Despacho 207, 6a Av. 14-33, Zona 1, Guatemala City.

HAITI

Librairie "A la Caravelle", Boîte Postale 111-B, Port-au-Prince.

HONDURAS

Librería Panamericana, Tegucigalpa.

HONG-KONG

The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

INDE

Orient Longmans, Calcutta, Bombay, Madras and New Delhi.
Oxford Book & Stationery Co., New Delhi and Calcutta.
P. Varadachary & Co., Madras.

INDONESIE

Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

IRAN

"Guity", 482 Avenue Ferdowsi, Teheran.

ISLANDE

Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstraeti 18, Reykjavik.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd., 35 Allenby Road, Tel-Aviv.

ITALIE

Librería Commissionaria Sansoni, Via Gina Capponi 26, Firenze.

JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

LIBAN

Librairie Universelle, Beyrouth.

LIBERIA

J. Momolu Kamara, Monrovia.

LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Luxembourg.

MEXIQUE

Editorial Hermes S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

The Pakistan Co-operative Book Society, Dacca, East Pakistan (and at Chittagong).
Publishers United Ltd., Lahore.
Thomas & Thomas, Karachi, 3.

PANAMA

José Menéndez, Plaza de Arango, Panamá.

PARAGUAY

Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PEROU

Librería Internacional del Perú, S.A., Lima and Arequipa.

PHILIPPINES

Alemar's Book Store, 749 Rizal Avenue, Manila.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E.1 (and at H.M.S.O. shops).

SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Winchester House, Collyer Quay.

SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot S.A., Lausanne, Genève.
Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.

SYRIE

Librairie Universelle, Damas.

TCHECOSLOVAQUIE

Ceskoslovensky Spisovatel, Národní Trída 9, Praha 1.

THAILANDE

Pramuan Mit Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Av. 18 de Julio 1333, Montevideo.

VENEZUELA

Librería del Este, Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.

VIET-NAM

Papeterie-Librairie Nouvelle, Albert Portail, Boîte Postale 283, Saigon.

YUGOSLAVIE

Cankarjeva Založba, Ljubljana, Slovenia.
Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.

[56 F1]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique), ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).